

Revue de presse



Mardi 28 Novembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[APN : Faïd présente le PLF 2024 devant les députés](#)



Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, lundi, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[2024...année de la réforme bancaire : vers la modernisation du système bancaire et la captation des fonds circulant hors-circuit](#)

Des professionnels et des experts financiers ont souligné, lundi, l'importance du projet d'ouverture prochaine du capital du Crédit populaire algérien (CPA) et de la Banque de développement local (BDL), mettant en avant le souci du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, exprimé lors de la réunion du Conseil des ministres tenue dimanche, de faire de l'année 2024, celle de la réforme bancaire, ce qui permettra à l'Algérie d'aller de l'avant vers le drainage des fonds circulant hors-circuit bancaire, parallèlement à l'amélioration de la gouvernance de ce secteur vital.



[Faid à l'APN, Projet de loi de finances 2024 : L'état maintient son caractère social](#)



Préservation du pouvoir d'achat du citoyen, soutien à l'investissement et à l'économie nationale, facilitations fiscales, simplification et harmonisation des procédures, en garantissant l'élargissement de l'assiette fiscale et mobilisation des ressources en luttant contre l'évasion fiscale, généralisation de la numérisation des procédures... Telles sont les principales mesures législatives du projet de loi de finances pour l'année 2024.



Ouverture du capital de la BDL et du CPA : Le management d'abord !

Le président de la République a préconisé une ouverture du capital de la BDL et du CPA «conforme aux normes nouvelles de gestion», avec «une participation du secteur privé dans la gestion de ces importantes institutions financières».

Joint par nos soins, Brahim Guendouzi, professeur d'économie à l'université de Tizi-Ouzou, qualifie cette ouverture à hauteur de 30% de «question essentielle». Il est attendu de cette opération, argumente-t-il, «l'instauration de deux dynamiques».



Facilitation dans l'octroi du foncier industriel : booster la dynamique de l'investissement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Gouvernement d'introduire davantage de facilitations dans le système de fonctionnement de l'agence spécialisée dans l'octroi du foncier industriel loin de toutes les complications administrative et bureaucratique et de nouvelles missions pour l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, notamment la proposition d'assiettes foncières relevant aussi bien du secteur privé que du secteur public, leur préservation et leur gestion dans le cadre d'une vision véritablement économique à même d'accélérer l'investissement.



APN

Faid présente le PLF 2024

Le ministre des Finances expliqué que l'élaboration du PLF-2024, intervenait dans le contexte international de pressions inflationnistes observées dans la plupart des économies du monde.

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a présenté, aujourd'hui, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



[Hausse significative du budget de l'État pour 2024](#)

[Il passe à 112 milliards de dollars](#)

Cette disponibilité financière «devrait avoir un impact positif sur la prise en charge des attentes socio-économiques sans cesse croissantes».

Le budget de l'État passe de 98 milliards de dollars dans la loi de finances 2023, 107 milliards de dollars dans la loi de finances rectificative de la même année à près de 112 milliards de dollars dans le projet de loi de finances de 2024.



[Le CPA et la BDL ouvrent leur capital](#)

[Une émission initiale de 50 milliards DA](#)

«il est impératif de prendre en ligne de compte les méthodes de gestion modernes».

«La concurrence n'a jamais été une mauvaise chose», tel a été l'énoncé, en préambule, du délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (Abef), Rachid Belaïd, qui a annoncé l'ouverture du capital des deux banques publiques, le CPA et la BDL.



[Le projet de loi de Finances 2024 à l'APN / Laaziz Faïd : «La préservation du pouvoir d'achat parmi les plus importantes mesures»](#)

Préserver le pouvoir d'achat des citoyens, soutenir l'investissement et l'économie nationale, élargir l'assiette fiscale et mobiliser les ressources, facilités fiscales, simplification et harmonisation des procédures et conformité fiscale et lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, telles sont les mesures les plus importantes du projet de loi de finances pour l'année 2024, présenté hier en plénière par Laaziz Faïd, ministre des Finances, devant l'Assemblée populaire nationale.

Présentation du PLF 2024 à l'APN : Une priorité, le soutien au pouvoir d'achat



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a présenté, lundi à l'APN, en séance plénière, le projet de la loi de finances pour l'exercice 2024. Dans son exposé, le grand argentier du pays a indiqué que le projet de loi prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinés à l'investissement public.



L'inflation explose le poids des dépenses publiques

Baisse des dépenses d'équipement attendue en 2024

Le budget de l'Etat pour l'année 2024 est marqué par une forte hausse des dépenses de personnel de l'Etat et de fonctionnement des services et une baisse des dépenses d'investissement de 7,5% comparé à 2023. Les dépenses publiques s'élèveront, ainsi, en 2024 à «15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement», a indiqué, hier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, lors de la présentation du projet de loi de Finances (PLF) 2024, soumis, en parallèle, au débat à son examen par les Parlementaires, précisant que ce texte de loi a été élaboré dans «un contexte international de pressions inflationnistes qui a pesé sur le pouvoir d'achat des Algériens et sur l'économie nationale».



[APN : Faïd présente le PLF 2024 devant les députés](#)

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, lundi, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, PLF 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



[Projet de loi de finances 2024: Les voyants au vert](#)

«Un taux de croissance estimé à 4,3% est prévu au titre du projet de loi de finances pour l'année 2024, signe d'une relative reprise de l'économie nationale, tandis que le volume du Produit national brut devrait atteindre les 233 milliards de dollars», a déclaré, hier lundi, Seddik Bakhouche, membre de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Seddik Bakhouche a estimé qu'il s'agit là «d'indicateurs positifs par rapport aux deux dernières années».



[Conseil des ministres : Cap sur la réforme bancaire](#)

Sous la présidence de Abdelmadjid Tebboune, président de la République, la réunion du Conseil des ministres de dimanche a été consacrée au «projet de loi régissant les activités minières», et à des exposés relatifs à «l'ouverture du capital de deux banques publiques».

Selon le communiqué issu de cette réunion, deux autres sujets figuraient également au menu. Il s'agit des «conditions et modalités d'octroi du foncier industriel destiné à la réalisation de projets d'investissement», et de «l'évaluation de l'opération d'indemnisation des marins-pêcheurs». A propos du projet de loi régissant les activités minières, M. Tebboune a enjoint le gouvernement à «surseoir à l'approbation du projet de loi afin de l'enrichir davantage» en associant des «spécialistes et experts» en prévision de «l'ouverture de cette activité à l'opérateur algérien».

Faïd présente le PLF 2024 devant les députés : plusieurs mesures législatives visant à préserver le pouvoir d'achat du citoyen, prévues

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, ce lundi, le Projet de loi de finances pour l'exercice 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



PLF 2024 : Le ministre des Finances face aux députés

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, ce lundi, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, à l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



APN : Faïd présente le PLF 2024 devant les députés

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, lundi, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.



Fiscalités ordinaire et pétrolière : Nette amélioration du taux de recouvrement

Après un cycle de réformes du système fiscal, entamé en 2020, l'Algérie commence à cueillir les fruits des efforts consentis, notamment en matière de recouvrement, qui était un vrai casse tête pour le gouvernement. Les chiffres avancés par la direction des impôts concernant le taux de recouvrement fiscal des huit premiers mois de l'année en cours révèlent une amélioration nette par rapport aux deux dernières années, pour retrouver graduellement ses performances de la période avant Covid-19.

المجلس الشعبي الوطني: السيد فايد يعرض مشروع قانون المالية لـ2024 أمام النواب

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2024 أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للاستثمار عمومي.

وفي جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، إبراهيم بوغالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، وأعضاء من الحكومة، أوضح السيد فايد أن إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2024 جاء في "سياق ضغوط تضخمية لوحظت في معظم اقتصادات العالم".

المجلس الشعبي الوطني: مشروع قانون المالية لسنة 2024 كرس الطابع الاجتماعي للدولة

أكد نواب المجلس الشعبي الوطني، اليوم الإثنين، أن مشروع قانون المالية لسنة 2024 كرس الطابع الاجتماعي للدولة، وجاء بتدابير عديدة تسمح بالحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، لافتين إلى أهمية الإسراع في عملية رقمنة مختلف القطاعات.

2024 سنة الإصلاح البنكي: نحو عصرنة النظام المصرفي واستقطاب الاموال المتواجدة خارجه

أبرز مهنين وخبراء في المجال البنكي، اليوم الاثنين، أهمية مشروع فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري وبنك التنمية المحلية قريبا، مؤكداين ان حرص رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء أمس الاحد على ضرورة تكريس 2024 سنة الإصلاح البنكي سيسمح للجزائر بالمضي قدما نحو استقطاب الأموال المتواجدة خارج المسار المصرفي بالموازاة مع تحسين حوكمة هذا القطاع الحيوي.

وزير المالية يتوقع إيرادات بـ 9105,3 مليار دج في 2024

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الإثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2024 أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، حيث كشف أنه يتوقع إيرادات بـ 9105,3 مليار دج في 2024.

وأوضح فايد في الجلسة، أن إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2024 جاء في "سياق ضغوط تضخمية لوحظت في معظم اقتصادات العالم."



فايد يعرض مشروع قانون المالية لـ 2024 أمام نواب المجلس الشعبي الوطني

عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الاثنين، مشروع قانون المالية لسنة 2024 أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، والذي يتضمن نفقات بأكثر من 15275 مليار دج، 18 بالمائة منها موجهة للاستثمار عمومي.

وفي جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، إبراهيم بوغالي، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، وأعضاء من الحكومة، أوضح السيد فايد أن إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2024 جاء في "سياق ضغوط تضخمية لوحظت في معظم اقتصادات العالم."

أكد على تعزيز ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية.. فايد:

إجراءات غير مسبقة لتحسين القدرة الشرائية في 2024



كشف وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، أمام نواب المجلس الشعبي الوطني عن إجراءات غير مسبقة تضمنها مشروع قانون المالية لسنة 2024، لتحسين القدرة الشرائية للجزائريين تنفيذا لإرادة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، منها زيادة الأجور وترقية التشغيل، وتخصيص أزيد من 70 ألف مليار سنتيم كإعانات لدعم المواد ذات الاستهلاك الواسع رغم السياق الاقتصادي الإقليمي والدولي.

ثمنوا توجيهات الرئيس تبون لجعل 2024 سنة الإصلاح البنكي.. خبراء:

تحرير المنظومة البنكية لتحسين تنافسيتها واستقطاب الأموال الموازية

ثمن مهنیون وخبراء في المجال البنكي، أمس، قرار رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، تكريس سنة 2024 الإصلاح البنكي. واعتبروا أن حرص الرئيس على تجسيد هذا المسعى، يسمح للجزائر بالمضي قدما نحو استقطاب الأموال المتواجدة خارج المسار المصرفي بالموازاة مع تحسين حوكمة هذا القطاع الحيوي، مبرزين في ذات السياق، أهمية مشروع فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري وبنك التنمية المحلية قريبا.



قانون المالية 2024 كرس الطابع الاجتماعي للدولة

أكد نواب المجلس الشعبي الوطني، أن مشروع قانون المالية لسنة 2024 كرس الطابع الاجتماعي للدولة، وجاء بتدابير عديدة تسمح بالحفاظ على القدرة الشرائية للمواطنين، لافتين إلى أهمية الإسراع في عملية رقمنة مختلف القطاعات.

أبرز النواب في تدخلاتهم، التي جاءت عقب العرض الذي قدمه وزير المالية، لعزیز فايد، في جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، إبراهيم بوغالي، بحضور عدد من أعضاء الحكومة، اليوم الإثنين، أهمية التدابير التي تضمنها مشروع القانون لتحسين القدرة الشرائية للمواطنين.

LE MINISTRE DES FINANCES L'A SOULIGNÉ HIER DEVANT LES DÉPUTÉS

«L'économie algérienne a montré une souplesse face aux chocs successifs»

L'économie algérienne «a montré une souplesse face aux chocs successifs». C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances pour l'exercice 2024 (PLF-2024), devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a cité à titre illustratif les mesures prises pour tempérer les effets de l'augmentation des prix des matières premières à travers la révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la création puis la réévaluation de l'allocation chômage, et l'augmentation des pensions de retraites. Le ministre a indiqué par ailleurs que le projet de la nouvelle loi de finances a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme

(2024-2026). Le projet prévoit globalement des recettes de 9 105,3 milliards de DA (mds DA), dont 3.512, l'économie algérienne a montré une souplesse face aux chocs successifs de recettes pour la fiscalité pétrolière. Les dépenses s'élèveront à 15.292,47, l'économie algérienne a montré une souplesse face aux chocs successifs pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement. Dans son rapport préliminaire, la commission des finances et du budget a mis en exergue l'importance d'introduire des amendements, au fond et sur la forme, dans certains articles du projet, tout en proposant de nouvelles mesures relatives au renforcement des recettes des collectivités locales, l'encouragement de la production nationale, la numérisation et le développement

des banques. Elle a recommandé, en outre, de mettre en place un système d'information «plus crédible», davantage de coordination entre les différents secteurs en matière de gestion des finances publiques, tout en actualisant le système comptable de manière à pouvoir estimer les coûts de chaque programme.

La commission a préconisé également de mettre en place un plan global pour améliorer le climat fiscal à travers le renforcement du système de contrôle au niveau de tous les services et des administrations publiques. Elle a souligné la nécessité d'élargir l'assiette fiscale, la maîtrise des dépenses publiques, et la mobilisation des ressources pour faire face aux besoins socioéconomiques «qui ne peuvent pas être pris en charge dans le cadre des enveloppes prévues». **R. E.**

FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC

La contribution des banques privées reste faible

● Le bilan de la BM fait ressortir une «importante décélération» du rythme de progression des crédits accordés par les banques privées.

Même si les crédits à l'économie ont connu une augmentation (+3,3%) en 2022 par rapport à la forte baisse (-12,4%) de 2021 passant de 9792,1 milliards de dinars (mds DA) à 10112,3 mds DA, la part des banques publiques est restée prédominante avec 89,1% contre une contribution de 10,9% pour les banques privées. Globalement, l'encours des crédits accordés au secteur public par le secteur bancaire a atteint à fin 2022, 4350,7 mds DA contre 4144,2 mds DA en 2021, soit une hausse de 5% et un fort recul de 28,5% à fin 2021. Ainsi, sa part dans le total du crédit est de 43%. A noter principalement que les banques publiques ont garanti au cours de cette période la quasi-totalité du financement direct au secteur économique public (99,4%) et leur part dans le financement du secteur privé a atteint 75,2% à fin 2022.

Les chiffres de la Banque d'Algérie (BA) contenus dans son dernier rapport sur la situation politique et monétaire du pays pour 2022 viennent appuyer le constat du chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, dressé à l'occasion des journées sur l'entrepreneuriat. En plus d'être à l'origine d'une bonne partie des financements de l'économie, les banques publiques appuient fortement le secteur privé tout en finançant en parallèle le secteur public. Et ce, avec des crédits qui se sont élevés au cours de cette période à 4323,4 mds DA contre 4124,8 mds DA à fin 2021, soit une hausse de 4,8%.

Aussi, ce type de crédits accordés par les banques privées a enregistré une hausse de 40,2% pour atteindre un encours de 27,3 mds DA à la fin de l'année 2022 contre 19, mds DA en 2021. En dépit de cette hausse, «la contribution des banques privées au financement du secteur public reste très faible comparativement aux banques publiques», relève la BA. Par ailleurs, les crédits



Il est attendu des banques privées une plus grande implication dans le financement de l'économie nationale

bénéficiant au secteur privé se sont chiffrés à 5761, mds DA à fin 2022 (5647,9 mds DA fin 2021), soit une croissance de 2,0%.

La part du secteur privé dans le total des crédits a ainsi atteint 57%, dont 10,8% aux ménages contre 57,7%, dont 10,2% aux ménages, une année auparavant. Sur ce montant, les crédits accordés au secteur privé par les banques publiques se sont établis à 4 330,4 mds DA (4 243,7 mds DA en 2021), soit une augmentation de 2,0% contre 3,67% de hausse une année auparavant. Le bilan de la BM fait ressortir par ailleurs une «importante décélération» du rythme de progression des crédits accordés par les banques privées. Comment ? «Avec un montant de 1431,2 mds DA contre 1404,2 mds DA enregistrés l'année précédente et une part de 24,8% du total des crédits accordés au secteur privé, les banques privées

ont enregistré une hausse de 1,9% contre 8,6% en 2021», explique la BA. Ce qui montre l'importance de l'effort à faire pour inverser cette donne.

Aussi, après une baisse de 15,2% une année auparavant, les crédits octroyés à l'économie par les banques publiques ont faiblement augmenté de 3,4% à fin 2022, atteignant 8653,8 mds DA contre 8368,5 mds DA une année auparavant.

De ce fait, leur part dans le total s'est stabilisée à 85,6% à fin 2022. Les crédits octroyés à l'économie par les banques privées ont de leur côté enregistré une hausse de 2,5% après les 8,8% de 2021. Ils se sont établis ainsi à 1458,5 mds DA (1423,6 mds DA en 2021), leur part dans le total est de 14,4% à fin 2022 (14,5% en 2021). La BA a, par ailleurs, souligné l'impact du retard accusé dans le développement du

marché boursier sur la diversification des sources de financement de l'économie. «En l'absence de marché financier développé, les crédits directs, à fin 2022, prédominent avec 90% de l'encours des crédits distribués au secteur public», indique le rapport. Et de préciser dans ce sillage que l'encours des obligations d'entreprises et autres institutions représentent 4%. Pour le secteur privé, la totalité de leur financement en 2022, comme en 2021, a été assuré par les crédits directs.

Par maturité, les crédits octroyés à court terme représentent 38,6% du total des crédits contre 36,4% à fin 2021. Les crédits octroyés à moyen et long terme sont de l'ordre 61,4% des crédits, dont 14,5% à moyen terme et 46,9% à long terme à fin 2022, contre 15,1% à moyen terme et 48,5% à long terme à fin 2021.

Samira Imadlou

Présenté par le ministre des Finances Le projet de loi de finances 2024 devant l'APN

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a présenté, lundi, le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, devant les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), lequel prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public.

Lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de la chambre basse du Parlement, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a expliqué que l'élaboration du PLF-2024, intervenait dans "le contexte international de pressions inflationnistes observées dans la plupart des économies du monde".

Sur le plan interne, ajoute le ministre, l'économie algérienne "a montré une souplesse face aux chocs successifs", citant notamment les mesures prises pour tempérer les effets de l'augmentation des prix des matières premières à travers la révision du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), l'augmentation des salaires des fonctionnaires, la création puis la réévaluation de l'allocation chômage, et l'augmentation des pensions de retraites.

Le ministre a souligné que le projet de la nouvelle loi de finances a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du cadrage budgétaire à moyen terme (2024-2026), et prévoit des recettes de 9.105,3 milliards de DA, dont 3.512,3 milliards de DA de recettes pour la fiscalité pétrolière.

Quant aux dépenses en 2024, elles s'élèveront à 15.292,47 milliards de DA pour les autorisations d'engagement et 15.275,28 milliards de DA pour les crédits de paiement.

Le budget de l'Etat pour l'année

2024 est réparti, selon la nature des dépenses, sur les dépenses dédiées aux personnels, de l'ordre de 5.155,67 milliards de DA, dépenses de gestion des services 632,87 milliards de DA, dépenses d'investissement estimées à 2.894,58 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 2.809,36 milliards de DA de crédits de paiement.

S'agissant du nouveau programme d'investissement public, l'enveloppe budgétaire prévue pour l'année 2024 dédiée aux nouvelles opérations est estimée à 2.405,33 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 1.356,57 milliards de DA de crédits de paiement.

Par ailleurs, les affectations prévues pour l'année 2024 à la réévaluation des opérations en cours de réalisation ont atteint 489,25 milliards de DA d'autorisation d'engagement et 396,82 milliards de DA de crédits de paiement.

Le PLF 2024 prévoit une croissance économique de 4,2%, a ajouté M. Faïd, rappelant que le PLF a été élaboré sur la base d'un prix référentiel du prix du baril de pétrole de 60 dollars durant la période 2024-2026, et 70 dollars pour le prix estimatif du baril de pétrole brut.

Les exportations de biens devraient s'élever à 49,8 milliards USD en 2024, tandis que les importations devraient augmenter de 7,1% par rapport aux prévisions de clôture de 2023 et atteindront 43,5 milliards USD.

Ainsi, la balance commerciale enregistrera un excédent entre 2024 et 2026 pour atteindre 6,3 milliards USD en 2024, 2,9 milliards USD et 4,2 milliards USD en 2025 et 2026.

Le PLF a prévu plusieurs mesures législatives visant principalement à préserver le pouvoir d'achat

du citoyen, le soutien à l'investissement, et la facilitation et la numérisation des procédures fiscales.

Concernant les mesures prises pour soutenir l'investissement et l'économie nationale, le PLF 2024 a prévu la suppression de la Taxe sur l'activité professionnelle conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, outre des incitations fiscales proposées pour certaines activités.

Dans son rapport préliminaire, la commission des finances et du budget a mis en exergue l'importance d'introduire des amendements, au fonds et sur la forme, dans certains articles du projet, tout en proposant de nouvelles mesures relatives au renforcement des recettes des collectivités locales, l'encouragement de la production nationale, la numérisation et le développement des banques.

Elle a recommandé, en outre, de mettre en place un système d'information "plus crédible", davantage de coordination entre les différents secteurs en matière de gestion des finances publiques, tout en actualisant le système comptable de manière à pouvoir estimer les coûts de chaque programme.

La commission a préconisé également de mettre en place un plan global pour améliorer le climat fiscal à travers le renforcement du système de contrôle au niveau de tous les services et des administrations publiques.

Elle a souligné la nécessité d'élargir l'assiette fiscale, la maîtrise des dépenses publiques, et la mobilisation des ressources pour faire face aux besoins socio-économiques "qui ne peuvent pas être pris en charge dans le cadre des enveloppes prévues".

DÉBATS À L'APN AUTOUR DU PLF 2024

Les députés veulent une nouvelle répartition des quotes-parts des collectivités locales

Les membres de l'Assemblée populaire nationale ont entamé, hier lundi, les débats autour du projet de loi de finances pour l'année 2024, des débats prévus pour se poursuivre aujourd'hui mardi et demain mercredi avec, notamment, les réponses du ministre des Finances aux interrogations des parlementaires.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Prenant acte de l'affectation de la totalité des recettes de la taxe sur les produits pétroliers aux collectivités locales, pour compenser la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle consacrée dans ce projet de loi de finances 2024, les membres de la commission des finances et du budget de la Chambre basse du Parlement n'ont pas manqué, néanmoins, de proposer dans leur rapport préliminaire à ces débats une nouvelle répartition des quotes-parts de la nouvelle taxe du produit local de solidarité qui vient compenser la suppression de la taxe sur l'activité profession-

nelle (TAP).

Une répartition qui, à la faveur de la proposition d'amendement de l'article 15 qui concède 66% au profit des communes qui abritent les mines quand il s'agit d'activités minières ou des communes par lesquelles transitent des conduites d'hydrocarbures, de 29% au bénéfice des wilayas abritant les mines quand il s'agit d'activités minières ou de wilayas par lesquelles transitent les conduites des hydrocarbures et les 5% restants doivent aller à la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) qui perçoit également 50% des recettes de la vignette

automobile, ceci en sus des 50% des recettes de la taxe relative aux rechargements prépayés et de 50% concernant les recettes de la taxe spécifique au torchage du gaz.

Une proposition d'amendement parmi la douzaine émises concernant autant de dispositions (articles 43, 44, 57, 65, 70, 76, 79, 80, 81, 115 et 118) ceci en sus du rajout de quatre alinéas à un article (113) et la suppression purement et simplement d'une disposition (59).

Et dans leurs interventions, les députés ont salué la conservation, voire la consolidation de la nature sociale de l'État à travers la somme colossale consacrée aux transferts sociaux, pas moins de 2 895 milliards de dinars consacrés à la subvention directe des produits alimentaires et autres services. Ceci, comme soulevé par plus d'un intervenant, en droite ligne du souci du président de la République de pré-

server et de renforcer le pouvoir d'achat des citoyens. Pas que cela, puisque d'autres députés ont mis l'accent sur d'importantes dispositions fiscales, dont, ont-ils cité, l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour de nombreux produits alimentaires de base comme les céréales destinées à la fabrication des farines et des semoules, les farines courantes et supérieures, les semoules et le pain qui a un impact direct sur le pouvoir d'achat des citoyens dans un contexte où l'inflation, en particulier dans les produits alimentaires industriels et les légumes frais, reste élevée.

Et dans son exposé du projet de loi de finances 2024, le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé que ce texte prévoit des dépenses de plus de 15 275 milliards de dinars, dont 18% destinées à l'investissement public. Un texte dont l'élabo-

ration intervient dans «un contexte international et régional marqué par un état d'expectative, ajouté aux pressions inflationnistes observées dans la plupart des économies du monde». Au plan interne, ce texte intervient dans, «un contexte propice qui a démontré la souplesse de l'économie algérienne à faire face aux chocs successifs, depuis la crise sanitaire, puis les conflits géostratégiques et ce, à travers l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et budgétaires qui ont montré la poursuite de la croissance, tirée notamment par l'activité du secteur hors-hydrocarbures, l'amélioration des revenus des exportations, la réalisation d'un excédent dans la balance des paiements, l'accumulation des réserves de change, ainsi que la réduction du déficit budgétaire.

M. K.

CATASTROPHES NATURELLES

Les assurances appelées à prendre le relais

Les catastrophes naturelles coûtent chaque année plusieurs milliards de dinars au Trésor public. S'il n'est pas question de se départir de la dimension solidaire de l'État, l'heure est à la recherche de nouveaux mécanismes devant permettre une transition du principe d'aides étatiques à celui d'une prise en charge des dégâts par les compagnies d'assurances. Une problématique prise en charge dans le cadre du projet de loi relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Qu'il s'agisse d'incendies ou d'inondations, l'Algérie subit de plein fouet les retombées des changements climatiques avec les dégâts qu'ils engendrent à chaque fois qu'ils surviennent. Des sinistres qui sont non seulement à l'origine de pertes en vies humaines mais également de dégâts matériels souvent colossaux. Face à la détresse d'agriculteurs ou de pêcheurs ayant perdu leur outil de travail, l'État a de tout temps mis la main à la poche pour les indemniser. Il n'est aujourd'hui pas question d'abandonner ce principe mais de trouver des alternatives.

En Conseil des ministres, le président de la République a évoqué la piste des compagnies d'assurances,

appelées à faire face à ce type de situations exceptionnelles. C'est justement la philosophie défendue par le projet de loi relative à la prévention des risques majeurs et la gestion des catastrophes qui introduit une nouveauté pour consacrer «le principe de l'aide de l'État aux sinistrés et non plus le principe d'indemnisation, qui est du ressort des sociétés d'assurance, avec l'obligation de souscrire à des assurances couvrant les catastrophes naturelles», comme l'explique le délégué national aux risques majeurs auprès du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Le nouveau texte en préparation depuis près de deux ans a nécessité la participation de plus de 300

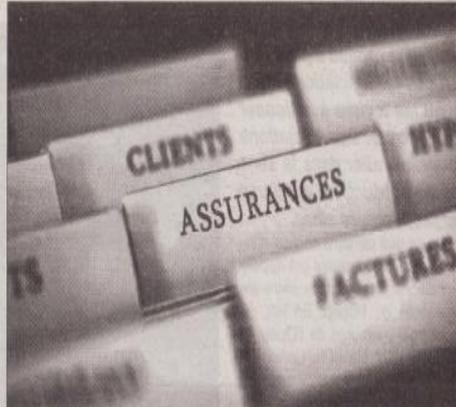


Photo : CIR

experts, et viendra abroger la loi n°04-20 du 25 décembre 2004 qui avait été pointée du doigt pour ses insuffisances constatées lors de sa mise en œuvre. Parmi ces dispositions, l'assurance contre les catastrophes naturelles, dénommée Cat-Nat rendue obligatoire pour l'ensemble des propriétaires immobiliers mais qui est loin d'être respectée dans les faits.

Le président de l'Union algérienne

des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) affirmait il y a quelques mois que 12% seulement des biens immobiliers détenus par les particuliers étaient couverts actuellement par l'assurance Cat-Nat. Même constat pour les commerçants et les entrepreneurs qui préfèrent, dans leur majorité, ne pas souscrire à ce produit, alors qu'ils sont tenus de s'assurer contre les catastrophes naturelles même s'ils ne

détiennent pas en toute propriété leurs biens immobiliers. En dépit de son prix qui est loin d'être élevé, cette assurance ne suscite nullement d'engouement tant chez les particuliers que les professionnels. Pour les professionnels du secteur des assurances, il s'agit d'un état d'esprit dominé par les croyances selon lesquelles les sinistres font partie du «makrouh».

Une situation appelée à évoluer en raison de la multiplication des risques, mais surtout du fardeau financier que constituent les indemnités. En mai dernier et après l'épisode des inondations, le Trésor public a dû dégager une enveloppe de 10 milliards de dinars pour la prise en charge des sinistrés. Le ministre des Finances affirme, pour sa part, que les services de l'État ont, depuis 2021, affecté des dotations financières d'une valeur de plus de 23,51 milliards de dinars, afin de prendre en charge les dégâts résultant des catastrophes naturelles, qu'il s'agisse de la compensation des pertes ou des aides à la construction rurale au profit des personnes touchées.

N. I.

OUVERTURE DU CAPITAL DES BANQUES ALGÉRIENNES

Le CPA va ouvrir le bal dès janvier

30% des actions du Crédit populaire d'Algérie (CPA) seront introduites sur le marché financier via la Bourse d'Alger dès le mois de janvier 2024. Selon Rachid Belaid, le délégué général de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), une première émission d'obligations d'une valeur totale de 50 milliards de dinars aura lieu.

L'ouverture du capital à hauteur de 30% des deux banques publiques algériennes, le CPA (Crédit populaire d'Algérie) et la BDL (Banque de développement local), représente une décision majeure qui peut être interprétée comme faisant partie d'une stratégie plus large visant la modernisation du système bancaire et financier en Algérie.

L'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio nationale, Rachid Belaid, a estimé que la décision de commencer par le CPA s'explique par sa préparation antérieure à l'ouverture du capital, ayant connu des tentatives dans le passé et par sa santé financière jugée «bonne». La Banque de

développement local (BDL) sera concernée dans une seconde phase de cette opération. Cette démarche a été évoquée lors du récent Conseil des ministres où le président de la République a souligné l'importance de prendre en considération des méthodes de gestion modernes dans cette opération, visant à associer le secteur privé à la gestion de ces établissements financiers. «Le but est de créer un environnement concurrentiel avantageux pour les clients des banques, tout en stimulant l'investissement et le marché de l'emploi», a expliqué le délégué général de l'ABEF.

Aussi, cette initiative peut avoir plusieurs implications positives pour l'économie du pays, car l'ouverture du capital des banques publiques pourrait attirer des investisseurs étrangers intéressés par le secteur bancaire algérien. Cela pourrait apporter des financements supplémentaires et favoriser la stabilité financière. «L'introduction d'investisseurs privés peut améliorer la gouvernance des banques en introduisant une plus grande transparence et une meilleure responsabilité. Les actionnaires privés peuvent exercer une influence positive sur la gestion et les pratiques opérationnelles», a expliqué l'invité, qui évoquera par cette même occasion la modernisation des opérations des banques en les adaptant ainsi aux normes internationales.

En renforçant les banques et en les rendant plus efficaces, cette démarche pourrait avoir des répercussions positives sur l'économie nationale. Des banques solides sont essentielles pour soutenir le financement des projets d'investissement et favoriser la croissance économique.

Selon les explications de l'invité de la rédaction, face aux évolutions économiques et aux défis mondiaux, l'ouverture du capital peut être vue comme une réponse proactive pour renforcer la résilience du système financier national. Il est à noter que des tentatives antérieures de privatisation ou d'ouverture du capital du CPA ont eu lieu par le passé, remontant aux années 2000, et la dernière tentative a été évoquée il y a trois ans. En fin d'année 2020, l'ex-Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, alors ministre des Finances, avait annoncé l'ouverture du capital du CPA et de la BDL pour l'année 2021. En résumé, l'ouverture du capital des banques publiques CPA et BDL en Algérie semble être une mesure stratégique visant à moderniser le système bancaire et financier du pays. Elle pourrait stimuler l'investissement, renforcer la compétitivité du secteur bancaire, et favoriser une meilleure gouvernance, contribuant ainsi au développement économique à long terme.

Ilhem Tir

استعرض مشروع قانون المالية 2024 أمام النواب.. فايد:

دعم القدرة الشرائية والاستثمار.. تداير إضافية

- توقع نمو النشاط الاقتصادي بمعدل 2,4% في سنة 2024
- تقليص العجز العمومي وتنويع مصادر تمويله
- موارد مالية جديدة للجماعات المحلية



المترقمة لسنة المالية المعتمدة بالتكفل بالثغرات الشاحمة عن القرارات المتخذة فيما يخص مراجعة الأنظمة الأساسية لبعض القطاعات، لاسيما تلك الخاصة بالتأهيل العالي والشبكة، والتربية الوشقة والأشعة، مراعحة من

مشروع قانون المالية، تم في إطار تنفيذ التأشير الميزانياتي متوسط المدى (2024 - 2026) وفق توجيهات والحذر وبصرامة أكثر في آفاق التزامات الميزانية.

أبان مشروع قانون المالية لسنة 2024، عن تمسك السلطات العمومية بدعم القدرة الشرائية للمواطن، والاستثمار، بالرغم من استمرار حالة التضخم العالمية. حيث رصدت ميزانية بأكثر من 15275 مليار دينار جزائري للثغرات، و 4208 مليار دج نفقات تمثل 28% من إجمالي اعتمادات الدفع لسنة 2024، تغطي نفقات التدخل الاقتصادي والاجتماعي للدولة، لاسيما الاعانات للمواد ذات الاستهلاك الواسع بمبلغ 704 مليار دينار حيا ان.

زهراء ب.

تصوير: عدلان سلواني

أبرز وزير المالية امزيز فايد في جلسة علنية، أمس، خصصت لتقديم ومناقشة مشروع قانون المالية لسنة 2024، ترأسها رئيس المجلس الشعبي الوطني إبراهيم غالي، وحضرها أعضاء من الحكومة، أن إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2024 وافق سنتي 2025 و2026، جاء في سياق ضغوط تضخمية لوحظت في معظم اقتصادات العالم. لكن على الصعيد الداخلي جاء في سياق مؤازرة أظهر خلاله الاقتصاد الجزائري مؤازرة هي مواجهة الصدمات

مؤشرات حصرها

المجاهدين وذوي الحقوق مواصلة جهود الاستئثارك لإفادة بقض الولايات، المؤثرة من طرف المنظمات العمومية من حيث الاستثمار. من جهة أخرى، حمل مشروع قانون المالية تدابير هامة لدعم الاستثمار والاقتصاد الوطني، عن طريق إلقاء الأثمة على النشاط الهنسي وتبنيها تطبيقيا لتتجلى من المشاريع الاستثمارية الهنسية. المتوقعة بقرض من الخبرة، إمكانية الامتقانة من شروط تمويلية خاصة.

ويحسب عرض الوزير، تم اعتماد 60 دولارا أمريكيا كسعر مرجعي ليترميل النقط الخام خلال الفترة 2024-2026، والتمتع 70 دولارا أمريكيا كسعر شوق تقديري ليترميل النقط الخام خلال الفترة 2024-2026، في حين ستبلغ النفقات العمومية خلال السنوات 2024 و2025 و2026 ما مقداره 15275 مليار دج، 15900 مليار دج و15705 مليار دج، على التوالي. أما فيما يخص الشمو الاقتصادي فتمن المتوقع أن يتكتم النشاط الاقتصادي بمعدل 2,4% في سنة 2024، و 3,9% في سنة 2025 و 4,0% في سنة 2026، مدفوعا بأداء جميع القطاعات.

المتتالية، حيث تحسنت مؤشرات الاقتصاد الكلي والميزانياتي، وهو ما يشير إلى استقرار الشمو خصوصا بنشاط القطاع خارج المحروقات، وتمسك عائدات المصادرات، وتحقيق فائض في ميزان المدفوعات، وتراكم احتياطي الشرفه وتقليص عجز الميزانية. وأكد وزير المالية، أن استمرار التغيرات الجيوسياسية المؤثرة على الامتعار العالمية للمواد الأولية لاسيما المنتجات الغذائية التي تستمر امتعارها في الارتفاع، تطلب تدخلا متزايدا من جانب الدولة، حتى لا تؤثر هذه الحالة سلبا على القدرة الشرائية للأسر وولادات الحسارات وميزانية الدولة.

كما تم ادراج تدابير خاصة تتعلق بضماتن الموجه حصرها لتتولى برامج السكن العمومي لإفادة المخرين، والإعفاء المؤقت لموادهم من الضريبة على الدخل الإجمالي، بمئة ثلاث (3) منتوات ابتداء من أول جانفي 2024. وتقرر إعادة فتح حساب التخصيص الخاص «المندوب الخاص لإثنية المصادرات»، بهدف تسجيع المصادرات خارج قطاع المحروقات، وفقا لتوجيهات رئيس الجمهورية.

أما بالنسبة للتجارة الخارجية، ستتمثل صناديق السلع إلى 49,8 مليار دولار أمريكي في سنة 2024، مقابل 55 مليار دولار أمريكي في نتوات الإغلاق لسنة 2023، وستتمثل زيادة طفيفة في سنتي 2025 و2026 لتبلغ 50,3 مليار دولار أمريكي و51,6 مليار دولار أمريكي على التوالي.

ومن أجل تخفيف آثار هذه الزيادات، ذكر وزير المالية بالإجراءات والتدابير التي اتخذتها الدولة لتقريب القدرة الشرائية للأسر، لاسيما عبر مراجعة شلم الضريبة على الدخل الإجمالي، وزيادة زواتب الموظفين المتبقة من مراجعة شبكة الشفاه الاستدلالية لسنوات 2022 و2023 و2024، إنشاء وإعادة تقييم منحة البطالة وزيادة إعانات ومعاشرات الشفاه لصالح وثبات إجتماعية معينة.

بالموازاة مع ذلك، أنهى مشروع قانون المالية المتابع غياب تحصيل للمواد المالية للبلديات، حيث تم وضع تدابير جديدة لتقنية الموارد في سياق التدبير المتعلق بإنهاء الأثمة على الشفاه الهنسي (TAP)، من خلال تخصيص إيرادات الأثمة على المتفوجات البروتية (PPP) كليا لإفادة الجماعات المحلية. بالإضافة إلى ذلك، تم اعتماد الرسم المحلي للتضامن المطبق على نشاط المحروقات بواسطة الأنايب والنشاطات المنجمية توجه إيراداته كليا لفائدة الجماعات المحلية التي تقدر ب7,7 مليار دينار، وزيادة حمة عائدات ناتج هسمة المصادرات لمندوب التضامن والضمان للجماعات المحلية إلى 750، وتخصيص حمة 30 من ناتج التزم الخاص بخروج الغاز، التي قدر ب3,11 مليار دينار. وعلى هذا الأساس، سيرتفع توزيع ناتج الشرائب والرسوم التقديري الموجه للجماعات المحلية لسنة 2024، من 438 مليار دج لسنة 2023 إلى 515 مليار دج لسنة 2024، ممأ يسفح بتسجيل فائض قدره 77 مليار دج.

و منترتق وأردات السلع لسنة 2024 والدولار الجاري بنسبة 14,7% شفارة بتتوات إغلاق سنة 2023، ليصل إلى 43,5 مليار دولار أمريكي، ثم 47,4 مليار دولار أمريكي في سنة 2025، و47,7 مليار دولار أمريكي في سنة 2026. ولتمتادا إلى تمطور متواترات وأوردات السلع، وستتمثل الميزان التجاري فائضا بين سنتي 2024 و2026، ليبلغ 3,6 مليار دولار أمريكي في عام 2024، ثم 2,9 مليار دولار أمريكي، و4,2 مليار دولار أمريكي في سنتي 2025 و2026 على التوالي.

في هذا الإطار، أكد فايد أن مسار المالية العمومية يعتمد، بعكس ملموح الحكومة لتقليص العجز العمومي وتنويع مصادر تمويله، مع السهر على تعزيز ديناميكية التنمية الإجتماعية والاقتصادية، من خلال الحفاظ على القدرة الشرائية والإنصاف الاجتماعي، وتعزيز قاعدة الكفية الشفاه وأنجاز مختلف المشاريع الجاري تنفيذها حاليا.

كما سترتفع الإيرادات خارج الجنبية البروتية المقدرة في سنة 2024 بنسبة 5,0% مقارنة بتتوات الإغلاق لسنة 2023 لتبلغ 5593 مليار دج. أمأ فيما يتعلق بشفة الأثمة، فرضت الدولة 5275 مليار دج لسنة 2024 مقابل 4629 مليار دج لسنة المالية 2023، وهي تمثل بذلك 34,5% من الميزانية العامة للدولة. وستسح هذه الشفاهة إلى جانب شفاهة الشفاهة غير

كما ينترج هذا المنشروع في مفايق تتميز بمؤدة لمتقرار الوشمة الاقتصادية، الناتج عن اتشخصن في المؤشرات الاقتصادية الكلية والميزانياتية، والتي ترجع أساسا إلى التدابير المتخذة من طرف السلطات العمومية وقفا لتوجيهات رئيس الجمهورية على المستويين الاجتماعي والاقتصادي وذلك منذ سنة 2020 والمتعلقة خاصة بالمحافظة على القدرة الشرائية وتحسينها كرفية الشفاه، تحسين الإطار المعيشي للمواطنين، تجسيد الركنة وتشجيع وترقية الامتتعار. ولتمت وزير المالية الانتباه إلى أن إعداد

مشروع قانون المالية 2024

إلغاء الرسم على النشاط المهني

للدعم الاستثمار والاقتصاد الوطني، تضمن مشروع القانون إلغاء الرسم على النشاط المهني، تطبيقاً لتعليمات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، يضاف إلى ذلك مزايا جبائية مقترحة لفائدة بعض الأنشطة.

وفي تقريرها التمهيدي، أكدت لجنة المالية والميزانية بالمجلس على ضرورة إدخال تعديلات على عدد من مواد مشروع القانون من ناحية الشكل والمضمون، مع اقتراح إدراج مواد جديدة، لا سيما ما تعلق بالتدابير الخاصة بتعزيز مداخيل الجماعات المحلية، تشجيع الإنتاج الوطني، الرقمنة، وتطوير البنوك، وأوصت اللجنة بإرساء نظام معلومات أكثر مصداقية والتنسيق أكثر بين مختلف القطاعات في تسيير المالية العمومية، مع تحديث النظام المحاسبي الذي يسمح بتقدير تكاليف كل برنامج، وكذا وضع مخطط شامل لتحسين البيئة الضريبية، من خلال تعزيز نظام الرقابة على مستوى كل المصالح والإدارات العمومية في ظل منظومة ميزانية حسب البرامج والأهداف. وشددت اللجنة على أهمية توسيع الوعاء الضريبي والتحكم في النفقات العمومية، فضلاً عن تعبئة الموارد المحتملة لمواجهة الاحتياجات الاجتماعية والاقتصادية. من، حفيظ

الفلاف المالي المرتقب لسنة 2024 لتسجيل العمليات الجديدة بـ 2405,33 مليار دج كرخصة التزام 1356,57 مليار دج كاعتمادات دفع. من جانب آخر، تبلغ الاعتمادات المرتقبة لإعادة تقييم العمليات الجاري إنجازها مبلغ 489,25 مليار دج كرخصة التزام و396,82 مليار دج كاعتمادات دفع.

ويتوقع مشروع قانون المالية لسنة 2024 نمواً اقتصادياً بـ 4.2٪، فيما تم إعداد المشروع على أساس سعر مرجعي لبرميل البترول بـ 60 دولاراً خلال الفترة 2024-2026، و 70 دولاراً كسعر سوق تقديري لبرميل البترول الخام. وستصل صادرات السلع وفق توقعات المشروع إلى 49,8 مليار دولار سنة 2024، أما واردات السلع فسترتفع بـ 7.1٪ مقارنة بتنبؤات إغلاق سنة 2023، لتصل إلى 43,5 مليار دولار.

في نفس السياق، سيسجل الميزان التجاري فائضاً بين سنتي 2024 و2026، ليبلغ 6.3 مليار دولار في 2024، ثم 2.9 مليار دولار و4.2 مليار دولار سنتي 2025 و2026 على التوالي.

كما تضمن مشروع القانون عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها، وفيما يتعلق بالتدابير الرامية

• أبرز وزير المالية لمعزي فايد، أمس أمام نواب المجلس الشعبي الوطني، أهم المؤشرات التي تضمنها مشروع قانون المالية 2024، مشيراً إلى أن قيمة النفقات المتوقعة في المشروع قدرت بنحو 15275 مليار دينار جزائري، منها 18٪ موجهة للاستثمار العمومي. كما تضمن المشروع إلغاء الرسم على النشاط المهني، وأكد أن إعداد مشروع قانون المالية لسنة 2024 يأتي في سياق ضغوط تضخمية لوحظت في معظم اقتصاديات العالم.

وأكد وزير المالية في العرض المقدم أن إعداد مشروع قانون المالية تم في إطار تنفيذ التأطير الميزانياتي متوسط المدى (2024-2026)، إذ يتوقع إيرادات بـ 9105,3 مليار دج في 2024، من بينها 3512,3 مليار دينار كإيرادات للجباية البترولية. أما النفقات فستبلغ 15292,74 مليار دينار كرخصة التزام و15275,28 مليار دج كاعتمادات دفع.

وتتوزع ميزانية الدولة لسنة 2024، حسب طبيعة النفقات، إلى نفقات المستخدمين بـ 5155,67 مليار دج، نفقات تسيير المصالح بـ 632,87 مليار دج، إضافة إلى نفقات الاستثمار التي تقدر بـ 2894,58 مليار دج كرخصة التزام و2809,36 مليار دج كاعتمادات دفع. وبالنسبة للبرنامج الجديد للاستثمار العمومي، يقدر مبلغ

الاقتصادية الأولى

التوترات الجيوسياسية لا تزال تؤثر على أسعار المواد الأولية، فايد يؤكد:

الاقتصاد الجزائري أظهر مرونة في مواجهة الصدمات

وأضاف وزير المالية، أنه لا تزال التوترات الجيوسياسية المستمرة المؤثرة على أسعار المواد الأولية لاسيما المنتجات الغذائية التي تستمر أسعارها بالارتفاع تتطلب تدخلا متزايدا من جانب الدولة هذه الحالة تؤثر سلبا على القدرة الشرائية للأسر وحسابات ميزانية الدولة. وأكد فايد، أنه في محاولة لتخفيف آثار هذه الزيادات تم اتخاذ تدابير لتعزيز القدرة الشرائية للأسر لاسيما مراجعة سلم الضريبة على الدخل الإجمالي وزيادة رواتب الموظفين المنبثقة من مراجعة شبكة النقاط الاستدلالية لسنة 2022 2023 2024 إنشاء وإعادة تقييم منحة البطالة وزيادة إعانات ومعاشات التقاعد لصالح الفئات الاجتماعية المعنية.

■ ق. و

خاص بتطور النزاع الأوكراني الروسي والتي تضاف إليها الضغوط التضخمية التي لوحظت على بعض اقتصاديات العالم. وأوضح فايد خلال تقديمه مشروع قانون المالية 2024 بالمجلس الشعبي الوطني، أن إعداد مشروع قانون المالية على الصعيد الداخلي يأتي في سياق مواتي أظهر خلاله الاقتصاد الجزائري مرونة في مواجهة الصدمات المتتالية من الأزمة الصحية ثم الصراع الروسي الأوكراني من خلال تحسن مؤشرات الاقتصاد الكلي والميزانياتي التي تشير إلى استمرار النمو مدعوما لاسيما بالنشاط خارج قطاع المحروقات وتحسن عائدات الصادرات وتحقيق فائض في ميزانية المدفوعات وتراكم احتياطي الصرف وتقليص عجز الميزانية.



أكد وزير المالية لعزیز فايد، أمس، أن إعداد مشروع قانون المالية 2024 وأفاق سنتي 2025 و2026 جاء في سياق دولي وإقليمي يتسم بحالة ترقب مرتبطة بشكل

الاقتصادية الأولى

7000 مليار دج قروض موجّهة للاقتصاد الوطني، خبراء يؤكدون:

2024 سنة استقطاب الأموال المتواجدة خارج المسار المصرفي



دج قروض للقطاع العمومي، كما قدرت قيمة القروض العقارية المملوكة للأفراد بزهاء 1000 مليار دج حتى نهاية جوان الماضي، وفق ذات المسؤول.

من جهته، نوه الخبير البنكي إبنير سلسي بقرار رئيس الجمهورية بإطلاق الإصلاح البنكي اعتباراً من العام المقبل، مضيفاً أن إدراج بنكين عموميين في البورصة وفتح رأسمالهما بنسبة 30 بالمائة للتداول يعد خطوة في مجال الإصلاح البنكي الذي يعتبر في عالم اليوم ديناميكية مستمرة داخلياً وخارجياً، مشيراً إلى أن مثل هذا الإجراء سيسمح للمستثمرين بالحصول على محفظة جديدة تتمثل في أصول بنكية صومية موثوقة ومهمة، بشكل يكرس الشفافية ونجاعة التسيير ليس للبنكين فقط وإنما يتعكس على كل المنظومة المصرفية.

دفع للتنافسية في السوق بما يعود بالفائدة على زبائن البنوك. و حسب ممثل جمعية البنوك، فإن إصلاح القطاع البنكي يمر عبر العصرية ورفهنة الخدمات والمنتجات التي توفرها المنظومة المصرفية الوطنية لا سيما من خلال وسائل الدفع الإلكتروني. وفي هذا الشأن، أفاد بلعيد أن مشروع الدفع بالهاتف ما بين البنوك «يتقدم بشكل جيد»، علماً أن هذا النمط من الدفع متوفر على مستوى بعض البنوك لكن داخلياً فقط. مشيراً إلى إطلاق البنوك لأنظمة معلوماتية موجهة للزبائن قصد تحسين نوعية وكفاءة الخدمة. وعن سؤال بخصوص القروض الموجهة للاقتصاد التي منحتها المؤسسات المصرفية الوطنية، ذكر المتحدث أنها فاقت 7000 مليار دج بنهاية جوان الفارط موزعة ما بين حوالي 4000 مليار دج للقطاع الخاص، و 3000 مليار

لجمعية البنوك والمؤسسات المالية، رشيد بلعيد، أن توجهات رئيس الجمهورية بفتح رأسمال البنكين العموميين سيحسن من كفاءة تسيير القطاع البنكي وحوكمة إدارته من خلال القانون الأساسي الجديد للمؤسسة البنكية الذي يسمح باللجوء إلى الدعوة العامة للأدخار عبر بورصة الجزائر ويخضع البنك للإلزامية الإفصاح عن المعلومات المالية العامة للبنك بما أن الدخول إلى السوق المالي يقتضي تكريس مبدأ الشفافية. وأضاف بلعيد أن الشفافية تسهم في خلق مناخ من الثقة من جانب المستثمرين تجاه السوق من خلال دخول بنكين يتمتعان بصحة مالية معتبرة، لافتاً إلى أن اللجوء للسوق المالية يسمح للمستثمرين العموميين أو الخواص والأفراد وشركات تأمين وغيرها بالمشاركة في العملية التي من شأنها «تحسين الأداء والحوكمة وإعطاء

أبرز مهنيون وخبراء في المجال البنكي، أهمية مشروع فتح رأسمال القرض الشعبي الجزائري وبنك التنمية المحلية قريباً، مؤكداً أن حرص رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء على ضرورة تكريس 2024 سنة الإصلاح البنكي سيسمح للجزائر بالمضي قدماً نحو استقطاب الأموال المتواجدة خارج المسار المصرفي بالموافاة مع تحسين حوكمة هذا القطاع الحيوي.

■ ق. و.

بستقطب الأموال خارج المسار البنكي، لتكون سنة 2024 سنة الإصلاح البنكي العميق، مشدداً على أن عملية فتح رأسمال البنكين العموميين، القرض الشعبي الجزائري وبنك التنمية المحلية، يجب أن تراعي طرق التسيير الحديثة، كون العملية تهدف إلى إثراء القطاع الخاص في تسيير هذه المؤسسات المالية الهامة، واتخاذ القرار الاقتصادي وخلق جو تنافسي، يعود بالمنفعة على مواطنينا من زبائن البنوك. وفي هذا السياق، يرى المفوض العام

وأوضح خبراء، أمس، أن فتح رأسمال البنكين العموميين الذين يتمتعان بصحة مالية جيدة، بنسبة تصل إلى 30 بالمائة من خلال البورصة يكرس مبدأ الشفافية بما يساهم في خلق مناخ ثقة للمستثمرين تجاه السوق، مؤكداً أن الخصخصة الجزئية للبنكين ستسمح بخلق تنافسية أكبر داخل القطاع المالي بشكل عام، حيث أكد رئيس الجمهورية خلال اجتماع مجلس الوزراء أن إصلاح المنظومة البنكية يجب أن يكون ضمن تصور جديد وشامل ومتكامل،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz

You
Tube

وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger